

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

26^{ème} année - N°5010 - Lundi 1er Décembre 2025 - Prix : 200 Fc

LIGNE COMORES-MADAGASCAR :

Reprise après 5 ans d'interruption



La liaison aérienne directe entre les Comores et Madagascar, interrompue depuis 2020 suite à la cessation des activités d'Int'Air Îles, s'apprête à reprendre. Cette reprise, qui met fin à cinq années de vide et à une crise diplomatique majeure, verra la compagnie comorienne Royal Air desservir l'axe Moroni-Mahajanga.

Cette annonce marque la fin d'un long bras de fer diplomatique entre le régime déchu d'Andry Rajoelina et Moroni. Vendredi, la nouvelle

s'est rependue comme une trainée de poudre sur les réseaux sociaux. Le ministre malgache des transports, Juste Raharison, a annoncé à la presse locale la desserte prochaine d'une ligne directe Moroni-Majunga par la compagnie comorienne Royal Air. Comme dit l'adage, une bonne nouvelle ne vient jamais seule. Le rétablissement des liaisons entre les Madagascar et les Comores devraient être assurées également par une autre compagnie, Ewa Air, de droit français, depuis sa base de Mayotte.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

10 Djamadou -Thani 1447

Prières aux heures officielles

Du 1er au 05 Décembre 2025

Lever du soleil:

05h 32mn

Coucher du soleil:

18h 17mn

Fadjr : 04h 32mn

Dhouhr : 11h 58mn

Ansr : 15h 32mn

Maghrib : 18h 20mn

Incha: 19h 34mn



SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT :

Des acteurs comoriens au cœur de l'initiative

Une table ronde internationale organisée par l'association Comores Tice et ses partenaires a réuni samedi 29 novembre dernier une dizaine d'étudiants et entrepreneurs d'Afrique francophone autour du thème : « Intégrer efficacement le monde de l'entrepreneuriat pendant son cursus universitaire ». Inscrit dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, l'événement a offert un espace d'échanges autour de l'avenir de l'entrepreneuriat en Afrique francophone, en abordant des thématiques telles que l'éducation financière, l'écologie, l'i-

dentité et l'intelligence artificielle.

Parmi les structures organisatrices, plusieurs entités comoriennes ont joué un rôle majeur. Comores Tice, association dédiée à la promotion du numérique, a porté l'initiative en lien avec ses partenaires francophones. Africa Digital & Education a apporté son expertise sur l'entrepreneuriat numérique et l'intelligence artificielle. Nariwone 54, entreprise africaine qui regroupe des praticiens comoriens a contribué en apportant son expertise en matière de santé et d'insertion profession-

nelle. Aux côtés des structures comoriennes appuyées par l'ANPI, l'événement a bénéficié du soutien de Nour Fahad SARL, le Réseau international de la jeunesse de la Francophonie et Mousbio-Service.

Lors de son intervention, Nour Fahad, entrepreneur comorien qui valorise les produits locaux, notamment la vanille, à l'international et fondateur de Africa Digital & Education a mis l'accent sur l'usage stratégique de l'intelligence artificielle et des outils digitaux afin de valoriser les compétences locales, d'optimiser la productivité et de s'adapter aux mutations rapides du

marché mondial. Il a également insisté sur la nécessité de former les étudiants à ces nouvelles technologies dès leur cursus universitaire, afin de « faire du numérique un levier de développement aux Comores et dans l'espace francophone. »

Pour beaucoup de participants, cette approche a ouvert des horizons, transformant les savoirs acquis en classe en véritables leviers de projets concrets. « J'aimerais bien entreprendre et cette rencontre m'a permis d'avoir une vision de continuité logique et inspirante sur mon parcours univer-

sitaire », illustre un participant, Mouhtuoun Abdou, étudiant comorien en diplomatie et sciences politiques à l'université ESTIIM Madagascar. L'idée de pouvoir conjuguer formation académique et initiative personnelle a suscité un enthousiasme, nourri par la conviction que l'université peut être un tremplin vers l'innovation et l'autonomie. Ces genres d'initiatives montrent que l'entrepreneuriat aux Comores est porté par une nouvelle énergie et une créativité encourageante.

ATICKI Ahmed Ismael
(stagiaire)

PRIX À OSBU :

L'ORTC rend hommage à Mohamed Cheikh Charif

Suite à son engagement remarquable et à la portée de ses émissions religieuses qui ont marqué plusieurs générations, Mohamed Cheikh Charif Abdallah a été honoré par l'Union des radiotélévisions du monde islamique (OSBU), regroupant 57 pays membres. La distinction lui a été remise la semaine dernière à Foudjayrat, aux Émirats arabes unis. De retour aux Comores, l'ORTC a tenu à lui rendre un vibrant hommage pour cette reconnaissance internationale.

Mohamed Cheikh Charif Abdallah, 66 ans, a été honoré parmi les 57 pays membres de l'OSBU suite à ses émissions remarquables de promotion de la religion islamique. Cet organe international lui a de décerné cette distinction la semaine der-

nière à Foudjayrat, lors d'une cérémonie dédiée à quatre anciens journalistes du monde islamique. Mohamed Cheikh figure parmi ceux dont le passage à Radio Comores, devenue aujourd'hui ORTC, continue d'inspirer le paysage médiatique national. Mercredi dernier, le directeur général de l'ORTC, Hablane Assoumani, a tenu une conférence pour saluer ce couronnement international. « C'est pour moi un honneur particulier d'accueillir cet événement qui marque à la fois la reconnaissance d'un parcours exceptionnel et le rayonnement de notre pays dans l'espace médiatique islamique », se réjouit-il, avant de rendre hommage à l'OSBU, Union des Radiotélévisions des États membres de la Coopération Islamique qui a été créée en 1975, dont le siège se trouve à Djeddah et qui regroupe 57 pays dont les Comores en sont



membres depuis 1977.

Selon lui, cette reconnaissance « témoigne de la place que l'ORTC occupe désormais au sein de cette organisation majeure ». Et lui de rappeler que cette distinction vient couronner un itinéraire professionnel exemplaire. « Notre compatriote a éclairé, éduqué et

guidé des générations, grâce à une parole juste, rigoureuse et profondément enracinée dans nos valeurs », a-t-il déclaré. Né en 1959 à Nvounambadani, Mohamed Cheikh Charif Abdallah étudie à Batsa-Itsandra, au lycée SMC, puis à l'institut supérieur de journalisme de Rabat. Recruté à Radio Comores

en février 1986, il exerce comme présentateur, commentateur et animateur de plusieurs émissions devenues emblématiques. Il est notamment l'auteur de Do Usilam no Ulemengu (1987), L'Histoire de l'Islam et la vie. Il a également traduit en comorien Les Grands Moments du Tiers-Monde d'Elikia Mbokolo.

Il occupera plusieurs fonctions de haut niveau : directeur général de Radio Comores, directeur de cabinet, conseiller de l'information, directeur général au ministère de l'Intérieur et directeur de cabinet du premier président de la Cour suprême. Il se présente aux législatives de 1992 sous l'étiquette de l'UNDC. Enseignant reconnu, il contribuera à l'ENAC, à l'EST de Moroni et dans plusieurs établissements privés.

Ibnou M. Abdou

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UCCIA

Un nouveau cadre normatif adopté

Les élus des Chambres de commerce, d'industrie et d'artisanat se sont retrouvés à Moroni le 26 novembre dernier. L'objectif était de valider le plan d'action visant à renforcer les services destinés aux entreprises locales et à améliorer la coordination entre les différentes composantes du réseau consulaire.

Après l'organisation des dernières élections consulaires, les élus se sont réunis le 26 novembre dernier pour examiner et approuver plusieurs textes permettant de renforcer la gouvernance et le fonctionnement du réseau consulaire au cours de leur mandature. Au cours de cette rencontre, il était question de valider le cadre normatif de l'UCCIA (Règlement intérieur, Manuel de procédures administratives,

Gestion de ressource humaines et financières) et la signature de la charte des élus, ainsi que l'adoption du plan d'action et du rapport financier de l'année 2025. Selon un document fourni à la presse, les participants ont donné quitus au plan d'action et au rapport financier « tout en réaffirmant l'engagement de l'UCCIA en faveur de la transparence et à assurer une gestion rigoureuse et respectueuse des objectifs définis dans sa stratégie ».

Les élus ont adopté aussi le règlement intérieur, qui est la pierre angulaire du cadre normatif harmonisé de l'institution. Et selon le président de l'Union des chambres Ahmed Chamssoudine : « cette rencontre vise à renforcer la cohérence des textes, clarifier les rôles et les responsabilités des organes de gouvernance, et à consolider l'efficacité du réseau consulaire.

Occasion aussi pour orienter la réflexion sur les enjeux liés au financement durable des Chambres de Commerce et au renforcement des services aux entreprises et les préparatifs du Forum du Dialogue Public-Privé, avec un appel fort à la mobilisation de l'ensemble du secteur privé. »

Cette Assemblée générale qui est la première de la deuxième mandature d'Ahmed Chamsoudine, a souligné la nécessité de renforcer la communication entre les élus, la mise en place des commissions thématiques dès l'adoption du Plan de Développement Stratégique, ainsi que d'une gouvernance toujours plus rigoureuse au service du développement économique du pays. « La rencontre avait défini le plan et les orientations prioritaires de l'UCCIA pour l'année, afin de ren-

forcer les services aux entreprises, professionnaliser les structures régionales et améliorer la coordination entre les différentes composantes du réseau, ainsi que les moyens nécessaires à la mise en œuvre des actions prévues », indique le document de presse. Et de préciser que

des réformes du cadre normatif constituent un chantier majeur pour la modernisation et l'harmonisation du fonctionnement institutionnel des Chambres sur l'ensemble du territoire.

Kamal Gamal



LIGNE COMORES-MADAGASCAR :

Reprise après 5 ans d'interruption

Suite de la page 1

Interrogé par nos soins, une source au sein de l'aviation civile comorienne (ANACM) indique que la compagnie française ne pourra pas, du moins au stade actuel des accords, effectuer des liaisons directes entre la Grande île et Moroni. Ewa Air devra obligatoirement faire une escale à Mayotte, tant à l'aller qu'au retour. Néanmoins, son arrivée prévue à partir du 13 décembre prochain est perçue comme un avantage majeur. En

exploitant sa position stratégique avec le reste de l'Union des Comores et Madagascar, ses vols devraient soulager le portefeuille des voyageurs et réduire drastiquement la durée du voyage par rapport aux options existantes. Actuellement, des compagnies comme Ethiopian Airlines et Kenya Airways obligent les passagers à transiter respectivement par Addis Abeba et Nairobi avant d'arriver à Antananarivo ou Moroni, un détour qui allonge le trajet de près de 21 heures et nécessite souvent de passer la

nuit en transit. Quant à Royal Air, l'ANACM a donné son feu vert administratif. Seule la validation finale par Antananarivo manque désormais pour le lancement de la nouvelle ligne, ce qui, en principe, ne devrait pas tarder compte tenu de la position affirmée du ministre malgache des transports. Dans son annonce, l'autorité malgache a précisé que dans un premier temps, Ewa Air effectuera un aller simple entre Madagascar et Moroni en passant par Dzaoudzi. Cependant,

les précisions manquent encore concernant les aéroports de départ et d'arrivée exacts, qui pourraient être Antananarivo ou Mahajanga d'un côté, et Ouani ou Hahaya d'un autre. Quoi qu'il en soit, c'est une nouvelle qui est accueillie avec soulagement par la population. Les dessertes aériennes entre Madagascar et les Comores ont été suspendues en 2020 en raison de l'épidémie de Covis-19. Mais la crise diplomatique autour des 49,5 kilogrammes de lingots d'or saisis par les autorités comorien-

nes en décembre 2021 et réclamés par la présidence d'Andry Rajoelina n'a fait qu'envenimer la situation. Les frontières aériennes sont restées fermées, même après la restitution du magot au mois de mars dernier. Il aura fallu que Rajoelina et sa clique soient écartés du pouvoir pour que les relations entre les deux pays retrouvent enfin un début de normalité et permettre la reprise de cette liaison.

Toufé Maecha

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES AUX COMORES :

Une mobilisation qui ravive le débat

En marge de la Journée mondiale contre les violences faites aux femmes, Moroni a accueilli une marche pacifique réunissant associations, institutions et citoyens. Cette marche, dédiée aux femmes et aux enfants, a offert un temps de sensibilisation et de réflexion collective autour de la lutte contre les violences et du soutien aux victimes, rappelant que le recul de la violence reste un travail de long terme aux Comores.

Aux côtés de l'ONG Hifadhui et de l'UNFPA, les associations Mwendo, Mwana Tsi wa Mdzima, Ngow'shawa, l'École publique de Moroni Djomani, Petit Z'anges et l'Atelier Foundi Boina ont répondu présentes, rejoints par Comores Télécom et plusieurs mouvements citoyens déterminés à faire reculer la violence, défendre les droits de la femme et protéger les plus vulnérables. Le départ a été donné au Lycée Saïd Mohamed Cheikh, avec pour destination la Place de l'Indépendance. Une foule composée de femmes, d'hommes, d'élèves et de citoyens de tous âges a répondu présente. Comme tous les ans, l'objectif est de dénoncer les violents et toutes les formes de violences visant les enfants et les femmes, mais aussi briser le silence, sensibiliser les communautés et promouvoir le droit à une vie saine, sûre et

digne. Face à l'assemblée, la Présidente de l'ONG Hifadhui Rahamatou Goulam a rappelé les effets dévastateurs de la violence : « La violence entraîne des blessures physiques et psychologiques, des troubles de santé mentale, des difficultés sociales et économiques, et peut même conduire à la mort », a-t-elle insisté dans son discours. Le rassemblement a également été marqué par une minute de silence, en hommage à un nouveau-né retrouvé sans vie la semaine précédente. La situation tragique entourant cet événement a été évoquée, la mère sera placée en détention provisoire, poursuivie pour infanticide. Cette affaire a soulevé des interrogations dans la foule sur l'accompagnement et la protection des femmes en contexte de vulnérabilité, un sujet au cœur du combat associatif. Cette marche a permis de rappeler la nécessité d'un combat continu. Elle a ravivé le souvenir d'un drame qui a marqué le pays : il y a quelques mois, une jeune femme de 24 ans, originaire de Mbeni, a été brutalement assassinée. L'auteur du meurtre, identifié, jugé et reconnu coupable par la justice, a été condamné à la peine de mort. Il est actuellement détenu à la Maison d'arrêt de Moroni, dans l'attente de l'exécution de sa sentence, conformément à la décision judiciaire rendue. Des slogans ont résonné tout au



Photo d'illustration

long du parcours : « Non à la violence. Non à l'impunité. Non à la normalisation de la souffrance. » Ces mots ont notamment été portés par la ministre de la promotion du genre, Fatima Ahamada, qui a déclaré : « Le gouvernement s'engage à garantir la protection et le bien-être des enfants, renforcer les lois, sanctionner systématiquement les auteurs de violences et travailler en étroite collaboration avec les associations, les communautés et les partenaires internationaux pour bâtir

une société plus juste et égalitaire. Devant la presse, la cheffe du bureau de l'UNFPA aux Comores Dr Boni Edith Ouattara a souligné l'importance symbolique de la mobilisation : « Nous marchons aujourd'hui pour dire haut et fort que nous voulons un monde où les filles sont libres, où les garçons sont des alliés, et où aucune forme de violence n'est tolérée. » Elle a réaffirmé l'engagement de l'UNFPA, de soutenir le gouvernement et la société civile « pour : ren-

forcer la sécurité en ligne, accompagner les femmes victimes de violences, sensibiliser les jeunes au respect, et valoriser les hommes et les garçons qui choisissent le respect plutôt que la violence. » Cette marche traduit une prise de conscience progressive et un appel à agir ensemble pour faire reculer, peu à peu et durablement, toutes les formes de violence aux Comores.

El-Aniou Fatima (stagiaire)

INFANTICIDE À HADOUDJA :

Charmila A. est placée sous mandat de dépôt

La jeune femme de 25 ans accusée d'infanticide sur son nouveau-né, retrouvé mort dans un dépotoir à Moroni-Hadoudja, a été placée sous mandat de dépôt à la prison de Moroni. Elle se trouve désormais dans les cellules réservées aux femmes, où elle serait suivie par un médecin.

La justice a ainsi décidé de placer en détention Charmila A., l'étudiante accusée d'avoir tué et abandonné son nouveau-né. Elle vivait à Hadoudja, ce quartier au nord de la capitale, dans une petite maison en tôle louée par sa

mère, et qu'elle partageait avec elle et un oncle. Charmila est décrite par des proches comme une jeune femme « introvertie » et discrète. « Elle était souvent discrète, introvertie, et ne se confiait à personne », confirment les voisins. Une voisine témoigne : « Elle avait toujours eu un ventre un peu rond, mais ces derniers mois, ça avait vraiment grossi. On lui demandait si elle était malade, elle ne répondait pas ». Un autre habitant confirme : « Personne, même pas sa famille proche, ne semblait au courant d'une grossesse. Elle vivait sa vie sans donner d'explications. »

Cette solitude interroge. Comment une grossesse peut-elle rester si cachée que ni la famille, ni les voisins, ni les proches n'en aient connaissance ? Ce drame met en lumière une réalité souvent passée sous silence : la détresse extrême de certaines jeunes femmes confrontées à des grossesses non assumées, non accompagnées et noyées dans le silence. Dans le village de Dzwadjuu, d'où est originaire Charmila A., la réaction a été immédiate : les notables et cadres réclament une punition sévère. Pour eux, l'acte est impardonnable. Pourtant, dans cette vague d'indignation, un

élément essentiel manque cruellement : l'absence totale d'empathie envers cette covillageoise de 25 ans. Aucune réflexion n'est portée sur son état physique après un accouchement récent. Aucune question n'est posée sur les circonstances qui auraient pu la pousser à un geste aussi extrême. Aucune interrogation non plus sur la peur, la honte, la solitude ou la détresse psychologique qu'elle a pu traverser. Or, pour plusieurs acteurs de la société civile, ce drame révèle des failles profondes. « On préfère condamner avant de comprendre », analyse un militant. « Mais si nous

voulons éviter que ces drames se répètent, il faut des mécanismes de protection pour les femmes en détresse, et des solutions pour prévenir l'abandon ». L'affaire relance le débat sur l'absence de structures d'accompagnement, l'absence de suivi pour les grossesses non désirées, l'omniprésence de la honte et du jugement social, et l'inexistence de dispositifs alternatifs pour protéger à la fois la mère et l'enfant.

Mohamed Ali Nasra

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES :

Une projection qui brise le silence

Vendredi 28 novembre dernier, le foyer des femmes de Moroni a fait office de cinéma pendant quelques heures, pour la projection d'un film documentaire poignant sur les violences sexuelles dans la communauté comorienne. Réalisé par l'association Mvukisho Ye Masiwa, ce documentaire a été diffusé dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Organisé par le réseau africain de leadership féminin, AWLN Comores, cet événement a rassemblé un public engagé.

C'est y est, le programme est déjà lancé. AWLN Comores, à l'instar des autres sections du réseau sur le continent africain, organise 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Ceci dans le but de soutenir une campagne mondiale se déroulant du 25 novembre (Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) au 10 décembre (Journée internationale des droits de l'homme). L'atmosphère était lourde d'émotions lors du visionnage du film, vendredi dernier. Des témoignages de victimes, professionnels de santé, journalistes et activistes sociaux ont défilé sur grand écran, pendant deux heures racontant les histoires de violences sexuelles subies par des personnes de différents âges, des deux sexes et de toutes conditions. Les constats étaient

alarmants : 60% de viol et harcèlement sexuel subis, 125 cas d'agression dont des cas incestueux ont été recensés à Ngazidja en 2019, des enfants adoptés plus susceptibles de subir toutes sortes de violence. Les récits étaient déchirants devant un public visiblement sensible à cette cause.

Après la projection du documentaire, une session de questions-réponses a permis aux participants de partager leurs ressentis, leurs solutions quant à la lutte contre ce fléau social et leurs interrogations. Afin de donner une voix à ce sujet, nous avons interviewé Zayone, artiste franco-comorienne, elle-même victime de viol. Elle nous a partagé son témoignage bouleversant : « J'ai préféré témoigner à visage découvert car je voulais être authentique et sincère dans mon témoignage, même s'il est intense et révèle des moments de détresse. Je veux montrer que les histoires de victimes ne sont pas des fictions, mais des réalités qu'il faut prendre en compte. » Nouria N'Gazi, présidente de l'association Mvukisho Ye masiwa, a elle aussi expliqué : « Il est essentiel de créer un environnement où les victimes se sentent soutenues et protégées. Raison pour laquelle nous avons été présents dans les îles pour la marche thérapeutique et nous comptons poursuivre nos efforts, afin que les victimes puissent bénéficier de l'accompagnement et du soutien nécessaires pour se reconstruire. »



Lors de cette projection, les échanges ont porté sur des points délicats mais cruciaux. Ce qui a permis après de mettre en lumière la nécessité d'une approche globale pour lutter contre les violences sexuelles. En l'occurrence, certains représentants de structures publiques ont souligné l'importance des infrastructures adaptées pour la prise en charge des victimes, ainsi que l'implication des professionnels de santé, des autorités judiciaires et des agents psycho-sociaux dans cette lutte. Aussi, la culture du viol a été largement débattue lors de ces discussions. Les participants ont dénoncé la tendance à mélanger les traditions et la religion, ce qui ne fait qu'exacerber le problème. Ils ont également souligné la nécessité de changer les mentalités et de faire en sorte que la société prenne en compte les réalités des victimes.

La stigmatisation des victimes de violences sexuelles a également été au cœur des discussions lors de cet événement. Les participants ont vivement dénoncé les propos tenus par certaines personnes qui accusent les victimes de provocation ou de mensonge, jugeant ces réactions dépassées puis inacceptables. L'association Mvukisho Ye masiwa a souligné avec force la nécessité urgente de soutenir les victimes et de leur offrir un espace sûr pour témoigner, libre de jugement. À l'exemple du projet thérapeutique Mwendo wa dzihoro dont les membres bénéficiaires étaient présents à l'événement.

Par ailleurs, d'autres témoignages ont mis en lumière les conditions difficiles auxquelles sont confrontées les victimes en matière de prise en charge médicale et psychologique. Les participants ont

également déploré la banalisation des violences sexuelles au sein de la société, voire au sein de l'entourage proche, et ont lancé un appel à une plus grande implication des autorités judiciaires pour y remédier. Beaucoup ont insisté enfin sur la nécessité de renforcer les infrastructures dédiées à la prise en charge des victimes. Ils ont appelé à une mobilisation plus large des autorités et des communautés pour mettre fin aux violences basées sur le genre.

Espérons que cette prise de conscience collective soit un pas vers un changement significatif. Comme l'a dit Nouria N'Gazi, "Il est temps de guérir en profondeur des maux sociaux qui affectent notre communauté."

Hamdi Abdillahi Rahilie
(Stagiaire)

FORMATION MOBILE EN PÂTISSERIE :

UESMA ouvre bientôt ses portes à Anjouan

À Domoni, l'année 2026 s'ouvrira sous le signe de l'inclusion, de l'innovation sociale et de l'espoir professionnel. Dès janvier, UESMA (union des étudiants mutsamudiens à Antananarivo) s'apprête à déployer sa formation mobile en pâtisserie, un programme itinérant gratuit destiné aux jeunes et aux femmes en situation précaire. Mais derrière ce nouveau projet, c'est toute une vision qui se confirme : celle d'un acteur engagé qui, depuis plusieurs années, bâtit patiemment un véritable éco-

système d'opportunités et de cohésion professionnelle dans le pays.

UESMA n'en est pas à son coup d'essai. L'association a déjà formé des centaines d'apprentis dans des domaines aussi variés que la décoration des fruits, la saponification, ou encore des spécialités en arts culinaires et gastronomie. Et les résultats parlent d'eux-mêmes : à Mutsamudu, de nombreux jeunes formés ont ouvert leurs propres restaurants ou ateliers, devenant des entrepreneurs locaux et des

créateurs d'emplois. Une dynamique rare et précieuse sur une île où les opportunités professionnelles restent limitées. Le nouveau programme nomade, financé par Secours catholique Caritas France, entend étendre cette dynamique à trois communes d'Anjouan : Domoni, Ouani et Sima. Durant trois mois, les 180 participants suivront un cursus complet alliant pâtisserie traditionnelle et moderne. Un modèle d'apprentissage qui a déjà fait ses preuves au centre de Mutsamudu, où il est proposé de manière payante.

Cette fois, UESMA frappe fort en l'offrant gratuitement, levant un frein majeur pour les femmes, les jeunes sans qualification et les familles à très faibles revenus. Selon Fahati Abdallah, coordinatrice du programme : « Nous répondons à un besoin vital d'insertion sociale et professionnelle. Ces formations s'adressent aux personnes les plus démunies, avec ou sans scolarité. Notre objectif est de les accompagner vers une autonomie durable, et surtout de les amener à transmettre cet apprentissage autour d'elles. » Les chiffres traduisent un impact marqué : 90% des bénéficiaires sont

des femmes. Dans un contexte socio-économique où elles sont souvent en première ligne des responsabilités familiales, cette formation représente bien plus qu'un apprentissage : c'est une bouffée d'oxygène, une opportunité de se réinventer. Pour UESMA, chaque femme formée devient un vecteur de changement local. Nombre d'entre elles ont déjà prouvé qu'un simple atelier cuisine peut devenir un commerce rentable, un service apprécié par les habitants, et parfois même le début d'une micro-entreprise.

L'on parle ici, d'un accompagnement complet, qualification, stage et insertion. Au-delà des cours pratiques, l'association mise sur l'accompagnement. Grâce à son réseau, UESMA proposera des stages et des immersions professionnelles, un avantage décisif pour les débutants. « Même les personnes sans base scolaire peuvent participer. Nous cibons en priorité les sans-emploi, les familles à faibles revenus », précise le comptable Mouyad Ahmed. Il souligne que cette formation n'est qu'une porte d'entrée : le centre de Mutsamudu restera accessible pour ceux qui souhaitent aller plus loin dans d'autres filières.

Cette solidarité nouvelle est l'un des acquis les plus précieux. Les anciens se soutiennent, s'échangent des équipements, collaborent lors d'événements et forment un véritable réseau solidaire né des efforts continus d'UESMA. En un mot, on se dirige vers une nouvelle génération d'artisans et de entrepreneurs. Avec la formation mobile en pâtisserie, UESMA étend sa vision : accélérer la création d'emplois, renforcer la cohésion sociale, structurer des filières économiques locales, et offrir aux jeunes comme aux femmes une chance réelle de bâtir leur avenir.

À Domoni, Ouani et Sima, les mois à venir pourraient marquer le début d'une nouvelle vague d'initiatives économiques, portée par des talents locaux et soutenue par une association qui a prouvé, année après année, qu'elle pouvait transformer la formation en tremplin vers l'autonomie. A noter qu'UESMA ne forme pas seulement des apprenants : elle façonne une génération. Et c'est toute l'île qui en ressent déjà les effets.

Younes



LUTTE GRECO-ROMAINE

Un nouveau Directeur technique national pour la Lutte

Après avoir pris les rênes de la fédération comorienne de Lutte associée il y'a moins de 10 mois, le président, Mansouri Ibrahim a entrepris d'opérer des aménagements dans la structure de sa fédération. Et parmi ces changements, la nomination d'un nouveau directeur technique national, qui aura comme principal rôle, la mise en place d'une politique de développement clair. Issu de la diaspora, le nouveau DTN doit désormais tracer une nouvelle politique en matière de détection, et de mise en place des différentes compétitions devant permettre aux athlètes d'avoir le maximum de préparation.

"Monsieur Omar Radjab est nommé Directeur Technique National", lit-on dans la note portant nomination du DTN. Et la note de conti-

nuer sur sa portée : « La présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature est publiée et communiquée partout, où besoin sera ». Le président a justifié ce choix par l'expérience et les connaissances dans le domaine d'Omar Radjab : « C'est un enfant de la diaspora qui s'y connaît très bien. Je pense que c'est l'homme de la situation ». Né au début de la décennie 1980, le nouveau DTN a plus de trente ans derrière lui de pratique et de gestion de la lutte. En tant que sportif, Omar Radjab a été 4 fois champion de France de lutte, trois fois vice-champion du monde vétérans en JJB, et une fois troisième aux championnats du monde vétérans en Grappling. Sur le plan professionnel, le nouveau DTN a fait plus de 15 ans en tant que coach de lutte au niveau international, mais aussi en tant que spécialiste de l'encadre-

ment des athlètes dans les compétitions nationales. Outre son engagement sur le plan de la formation et de l'encadrement, Radjab a aussi occupé le poste de président dans un club de lutte. Cette expérience est le résultat de nombreuses formations que le nouveau DTN a effectué est validé par des diplômes. En 2021 par exemple, il a validé un diplôme de préparateur physique en tant que coach de deuxième degré en Wrestling Training. Auparavant, il avait validé un brevet fédéral de deuxième degré en MMA. Avec plus de certification dans le domaine des sports de combat, le nouveau DTN apparait donc comme l'homme providentiel, qui va permettre au Lutte comorien de prendre son envol, au niveau national, pour mieux rebondir au niveau africain et mondial.

Imtiyaz



JEUX DE PÉTANQUE

Mission réussie pour les boulistes comoriens

Après avoir raté plusieurs rendez-vous sur la scène continentale et mondiale, les boulistes comoriens étaient de retour à Nouakchott en Mauritanie pour le dixième championnat d'Afrique de la discipline. Alignés sur plusieurs tableaux, les comoriens ont fini à la première place du tournoi qualificatif pour le prochain championnat du monde, qui se tiendra à Kuala Lumpur, en septembre 2026. Outre cette qualification pour la plus grande compétition au monde, la pétanque comorienne a aussi brillé sur le plan individuel en s'offrant deux précieuses médailles en tête à tête, et dans le tir de précision.

Une médaille d'argent pour Zaidou dans le concours de tête à tête, et une de bronze

pour le bien nommé Mpidjani qui tournait aux alentours de 80% sur le tir de précision. C'est le bilan comptable en matière de médailles. Exposé de la sorte ça parait facile, et pourtant les boulistes comoriens ont dû batailler fort pour arriver à des tels résultats. Face aux meilleurs du continent, Zaidou et Mpidjani se sont surpassé pour emmener les premières médailles continentales de la pétanque comorienne. Une performance qui appelle à une réflexion générale sur le financement des fédérations à moins de deux ans des prochains jeux des îles, que notre pays doit organiser en 2027. Le ministère et le comité des jeux doivent décliner enfin leur politique, sur la préparation et la détection des talents devant permettre à notre pays de remporter le maximum de trophées

lors de ce grand rendez-vous. Si individuellement les choses se sont bien passées, en équipe, la triplète comorienne a été éliminée en quart de finale par la Tunisie (3-13). Et pourtant tout avait bien commencé. Au premier tour, le trio comorien était venu à bout de l'Algérie par un score de (11-8) avant de s'incliner au deuxième tour contre leur tombeur en quart de

finale (2-13). Au troisième tour, les coéquipiers de Zaidou se sont de nouveau imposé (13-10) avant de lourdement s'incliner face au voisin malgache au tour suivant (1-13). Pour leur dernière rencontre du tour préliminaire les comoriens se sont imposés (13-5), ce qui leur a permis de se hisser en quarts de finale. Cette campagne en Mauritanie a permis en tout cas, de voir à quel

point la pétanque comorienne a du potentiel, et qu'avec un simple coup de pouce comme ce fut le cas cette fois, de la part du ministre des sports, peut engendrer des résultats au-delà de l'imaginaire, et que les petites fédérations méritent, elles aussi, d'être soutenues.

Imtiyaz

UFAA

269

COMORES FOOTBALL

FIFA ARAB CUP 2025

CALENDRIER

GROUPE B

MAROC

VS

COMORES

2 DÉCEMBRE 2025 - 13H00 GMT +1

KHALIFA INTERNATIONAL STADIUM

COMORES

VS

ARABIE SAOUDITE

5 DÉCEMBRE 2025 - 19H30 GMT +1

STADE AL BAYT

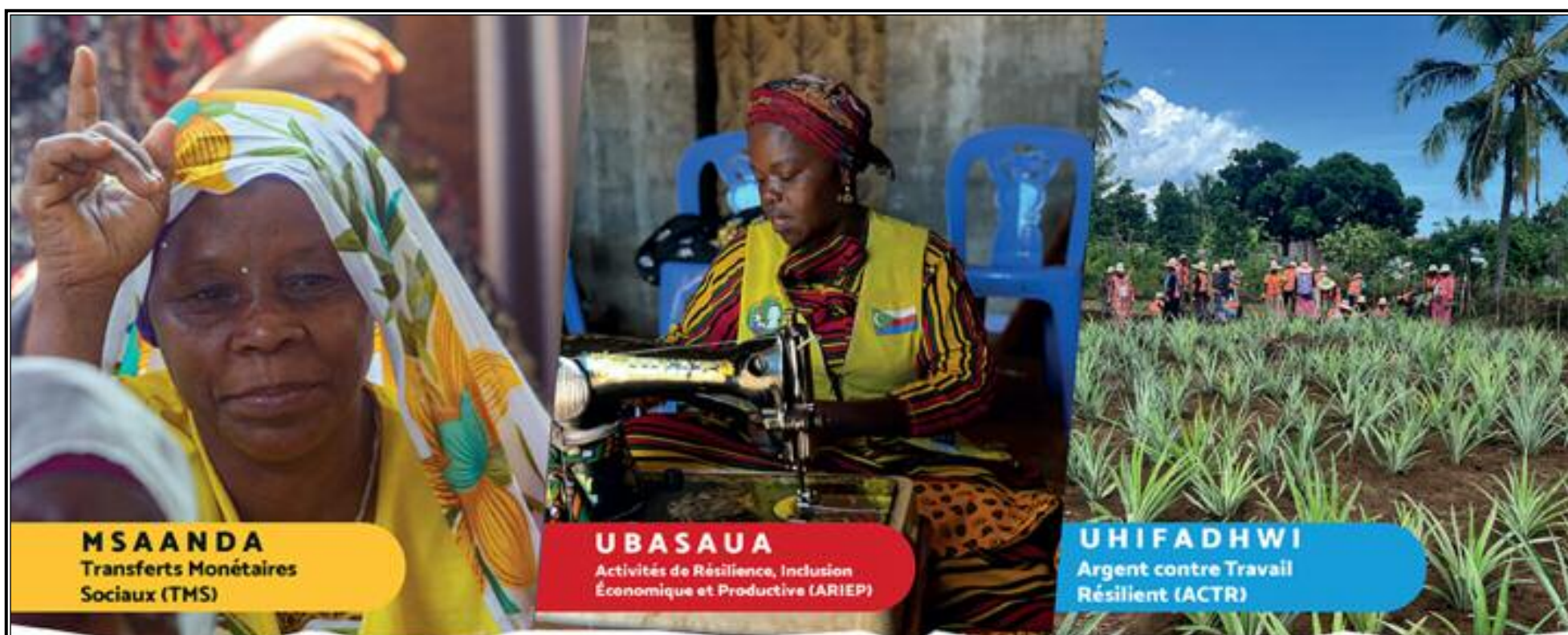
OMAN

VS

COMORES

8 DÉCEMBRE 2025 - 18H00 GMT +1

STADIUM 974



AUTONOMISATION DES MÉNAGES VULNÉRABLES
CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES ET LES FEMMES
PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Projet Mayendeleyo

Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (PFSS-RRC)

ET SI LA SOLIDARITÉ DEVENAIT UN MOTEUR D'ENTREPRENEURIAT ?

Aux Comores, des milliers de ménages accompagnés par le **Projet Mayendeleyo** transforment les défis du quotidien en véritables opportunités économiques.

Grâce aux formations dispensées, aux mesures d'accompagnement, aux programmes **Ubasaua** (Activités de Résilience et d'Inclusion Économique - ARIEP) et **Uhifadhwi** (Argent Contre Travail Résilient - ACTR), **19340 ménages vulnérables** dont **15 625 femmes** développent des **activités génératrices de revenus**. Ils accèdent ainsi à l'emploi tout en renforçant leur **résilience économique**, leur **autonomie** et leur **capital humain**.

Des femmes, des jeunes, des familles...
Tous avancent, innovent et bâtissent leur indépendance, pas à pas.

Projet Mayendeleyo, un levier d'inclusion financière, d'autonomie et d'espoir pour chaque ménage vulnérable comorien.

#Mayendeleyo #Chaqueménagevulnérable

Renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables affectés par les effets des crises multiples